

Annonces Légales

Arrêté SG/DCL/BRGE du 26 décembre 2022 portant la liste des journaux habilités
à recevoir les annonces judiciaires et légales valables
du 1er janvier au 31 décembre 2023 pour la Guadeloupe.
En vertu de cet arrêté, le tarif appliqué est conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021

MARCHÉ PUBLIC

FC07271



AVIS DE MARCHÉ

- Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Région Guadeloupe. Correspondant : M. le président du conseil régional, 1 rue Paul Lacavé 97100 Basse Terre. Tél. : 05-90-80-40-40 adresse internet : <http://www.regionguadeloupe.fr>. Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.eguadeloupe.com>.

Objet du marché : accord-cadre a bons de commande pour la téléphonie satellite et équipements associés pour la région Guadeloupe.

Lieu d'exécution et de livraison: 1 rue Paul Lacavé, 97100 Basse Terre.

Caractéristiques principales : Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : accord-cadre à bons de commande d'une durée de 4 ans avec un montant global maximum de 60 000 euros (H.T.). Pas de montant minimum. Refus des variantes.

Durée du marché ou délai d'exécution : 48 mois à compter de la notification du marché.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Unité monétaire utilisée, l'euro. Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;

- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;

- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique;

- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature;

- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;

- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des

certificats reçus.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 8 décembre 2023, à 16 heures.

Autres renseignements : Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 2023PA0087.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

les conditions de remise des offres sont indiquées dans le règlement de la consultation.

Mots descripteurs : Télécommunications.

FC07274



AVIS D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ

Directive 2014/24/UE
Section I : Pouvoir adjudicateur
I.1) NOM ET ADRESSES

Région Guadeloupe, avenue Paul Lacavé, Point(s) de contact : Direction de la commande publique, Basse terre, F, Courriel : dcp-region@regionguadeloupe.fr, Code NUTS : FRY1

Adresse(s) internet : Adresse principale : <http://www.region-guadeloupe.fr>

Adresse du profil acheteur : <http://www.eguadeloupe.com>

I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR
Autorité régionale ou locale

I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE
Services généraux des administrations publiques

Section II : Objet

II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ

II.1.1) Intitulé : Accord-cadre à bons de commande pour la fourniture de matériel de restauration collective pour la cantine de Baimbridge - 4 lots

Numéro de référence : MF23-009

II.1.2) Code CPV principal :
Descripteur principal : 39310000

II.1.3) Type de marché

Fournitures

II.1.4) Description succincte : Accord-cadre à bons de commande pour la fourniture de matériel de restauration collective pour la cantine de Baimbridge - 4 lots

II.1.6) Information sur les lots :
Ce marché est divisé en lots : oui

II.1.7) Valeur totale du marché (hors TVA) : Valeur 3 000 000 euros

Mots descripteurs : Matériel électrique

Section II : Description

OBJET : Accord-cadre à bons de commande pour la fourniture de matériel de restauration collective pour la cantine de Baimbridge - 4 lots

II.2.5) Critères d'attribution

Critère de qualité

1. valeur technique / Pondération : 60

Prix : 1. Prix / Pondération : 40

II.2.1) Information sur les options

Options : non

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non

Identification du projet :

II.2.14) Informations complémentaires :
Mots descripteurs : Cuisine (équipement)

Section IV : Procédure

IV.1) DESCRIPTION

IV.1.1) Type de procédure

Procédure ouverte

Explication :

IV.1.3) Informations sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique

IV.1.6) Enchère électronique :

IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics : oui

IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

IV.2.1) Publication antérieure relative à la présente procédure

Numéro de l'avis au JO série S : 2023/S 121-384892 du 27/06/2023

Section V : Attribution du marché

Marché n° : 23F078

Lot n° : 1

Intitulé : matériel électrique ou électromécanique pour la restauration collective

Un marché/lot est attribué : oui

V.1) Informations relatives à une non-attribution

Le marché/lot n'a pas été attribué

V.2) Attribution du marché

V.2.1) Date de conclusion du marché : 9 octobre 2023

V.2.2) Informations sur les offres

* Nombre d'offres reçues : 3

Nombre d'offres reçues de la part de PME :

Nombre d'offres reçues de la part de soumissionnaires d'autres États membres de l'UE :

Nombre d'offres reçues de la part de soumissionnaires d'États non membres de l'UE :

Nombre d'offres reçues par voie électronique :

Le marché a été attribué à un groupe d'opérateurs économiques : non

V.2.3) Nom et adresse du titulaire

SARL FAITOUT, Zone artisanale de Beausoleil, 97122, BAIE-MAHAULT, F, Code NUTS : FRY1

Le titulaire est une PME : oui

V.2.4) Informations sur le montant du marché/du lot

Estimation initiale du montant total du marché/du lot : H.T

Valeur totale du marché/du lot : 760 000 ou

Offre la plus basse : / Offre la plus élevée : prise en considération

Monnaie : euros

V.2.5) Information sur la sous-traitance

Valeur ou pourcentage de la part du marché susceptible d'être sous-traitée :

Valeur hors TVA : euros

Proportion : %

Description succincte de la part du contrat sous-traitée :

Marché n° : 23F079

Lot n° : 2

Intitulé : matériel en inox ou en métal pour la restauration collective

Un marché/lot est attribué : oui

V.1) Informations relatives à une non-attribution

Le marché/lot n'a pas été attribué

V.2) Attribution du marché

V.2.1) Date de conclusion du marché : 9 octobre 2023

V.2.2) Informations sur les offres

* Nombre d'offres reçues : 3

Nombre d'offres reçues de la part de PME :

Nombre d'offres reçues de la part de soumissionnaires d'autres États membres de l'UE :

Nombre d'offres reçues de la part de soumissionnaires d'États non membres de l'UE :

Nombre d'offres reçues par voie électronique :

Le marché a été attribué à un groupe d'opérateurs économiques : non

V.2.3) Nom et adresse du titulaire

EQUIPPRO SAS, voie principale de Jarry, 97122, BAIE-MAHAULT, F, Code NUTS : FRY1

Le titulaire est une PME : non

V.2.4) Informations sur le montant du marché/du lot

Estimation initiale du montant total du marché/du lot : H.T

Valeur totale du marché/du lot : 760 000 ou

Offre la plus basse : / Offre la plus élevée : prise en considération

Monnaie : euros

V.2.5) Information sur la sous-traitance

Valeur ou pourcentage de la part du marché susceptible d'être sous-traitée :

Valeur hors TVA : euros

Proportion : %

Description succincte de la part du

contrat sous-traitée :

Marché n° : 23F080

Lot n° : 3

Intitulé : équipement de réfrigération ou de mise en température pour la restauration collective

Un marché/lot est attribué : oui

V.1) Informations relatives à une non-attribution

Le marché/lot n'a pas été attribué

V.2) Attribution du marché

V.2.1) Date de conclusion du marché : 9 octobre 2023

V.2.2) Informations sur les offres

* Nombre d'offres reçues : 3

Nombre d'offres reçues de la part de PME :

Nombre d'offres reçues de la part de soumissionnaires d'autres États membres de l'UE :

Nombre d'offres reçues de la part de soumissionnaires d'États non membres de l'UE :

Nombre d'offres reçues par voie électronique :

Le marché a été attribué à un groupe d'opérateurs économiques : non

V.2.3) Nom et adresse du titulaire

EQUIPPRO SAS, voie principale de Jarry, 97122, BAIE-MAHAULT, F, Code NUTS : FRY1

Le titulaire est une PME : non

V.2.4) Informations sur le montant du marché/du lot

Estimation initiale du montant total du marché/du lot : H.T

Valeur totale du marché/du lot : 760 000 ou

Offre la plus basse : / Offre la plus élevée : prise en considération

Monnaie : euros

V.2.5) Information sur la sous-traitance

Valeur ou pourcentage de la part du marché susceptible d'être sous-traitée :

Valeur hors TVA : euros

Proportion : %

Description succincte de la part du contrat sous-traitée :

Marché n° : 23F081

Lot n° : 4

Intitulé : ustensiles et objets divers de cuisine destinés à la restauration collective

Un marché/lot est attribué : oui

V.1) Informations relatives à une non-attribution

Le marché/lot n'a pas été attribué

V.2) Attribution du marché

V.2.1) Date de conclusion du marché : 9 octobre 2023

V.2.2) Informations sur les offres

* Nombre d'offres reçues : 2

Nombre d'offres reçues de la part de PME :

Nombre d'offres reçues de la part de soumissionnaires d'autres États membres de l'UE :

Nombre d'offres reçues de la part de soumissionnaires d'États non membres de l'UE :

Nombre d'offres reçues par voie électronique :

Le marché a été attribué à un groupe d'opérateurs économiques : non

V.2.3) Nom et adresse du titulaire

SARL FAITOUT, 97122, BAIE-MAHAULT, F, Code NUTS : FRY1

Le titulaire est une PME : non

V.2.4) Informations sur le montant du marché/du lot

Estimation initiale du montant total du marché/du lot : H.T

Valeur totale du marché/du lot : 720 000 ou

Offre la plus basse : / Offre la plus élevée : prise en considération

Monnaie : euros

V.2.5) Information sur la sous-traitance

Valeur ou pourcentage de la part du marché susceptible d'être sous-traitée :

Valeur hors TVA : euros

Proportion : %

Description succincte de la part du contrat sous-traitée :

Section VI : Renseignements complémentaires

VI.3) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Guadeloupe, 34 chemin des Bougainvilliers Cité Guillard, 97100, Basse Terre, F, Téléphone : (+33) 5 90 38 49 00, Fax : (+33) 5 90 81 96 70

VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation :

VI.4.3) Introduction de recours :

Annonces Légales

Arrêté SG/DCL/BRGE du 26 décembre 2022 portant la liste des journaux habilités à recevoir les annonces judiciaires et légales valables du 1er janvier au 31 décembre 2023 pour la Guadeloupe.
En vertu de cet arrêté, le tarif appliqué est conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021

VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

Tribunal administratif de Guadeloupe, 34 chemin des Bougainvilliers Cité Guillard, 97100, Basse Terre, F. Téléphone : (+33) 5 90 38 49 00, Fax : (+33) 5 90 81 96 70

VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS 13/11/2023

FC07275



FNS SIMPLE AVIS DE MARCHÉ

Département(s) de publication : 971
Annonce No 23-159059 I. II. III. IV. V. VI.

Section 1 : Identification de l'acheteur
Nom complet de l'acheteur : Région Guadeloupe

Type de Numéro national d'identification : SIRET

N° National d'identification : 23971001500029

Ville : Basse Terre - Code Postal : 97100
Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 971

Section 2 : Communication

Lien vers le profil d'acheteur : www.eguaadeloupe.com

Identifiant interne de la consultation : 2023PA0046

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Direction de la commande publique

Adresse mail du contact : dcp-region@regionguadeloupe.fr

Numéro de téléphone du contact :

Section 3 : Procédure - Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation : aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L.2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2341-5 du code de la commande publique (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);

- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;

- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail);

- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents.

- Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve : déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire Dc2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public) ou déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire Dc2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public);

- capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années; - Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique; - Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique; - Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché; - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature; - En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise; - S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre; - Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté; Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) ;

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail; - Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus; - Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays; - Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. formulaire Dc1, Lettre de candidature - habilitation du mandataire par ses co-traitants et le formulaire Dc2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou tout document équivalent.

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 15 décembre 2023 - 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentation de variantes : Non

Identification des catégories d'acheteurs intervenant (si accord-cadre) :

Critères d'attribution : Valeur Technique : 60% - Prix : 40%

Section 4 : Identification du marché

Intitulé du marché : Réalisation de la taille de formation des arbres du domaine routier

Code CPV principal- Descripteur principal : 77341000-2

Type de marché : Services

Lieu principal d'exécution du marché : Les prestations consistent en :

- La taille de formation des arbres ;

- Le tuteurage des arbres ;

- La protection des pieds d'arbres ;

- La vérification systématique des tuteurs, des liens et du pied des arbres

Lieu principal d'exécution du marché : Territoire de la Guadeloupe

Durée du marché (en mois) : Valeur estimée (H.T.) : Valeur entre :

et : La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Mots descripteurs : Espaces verts

Section 5 : Lots

Ce bloc n'est pas accessible car l'objet n'est pas alloti.

Section 6 : Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres. Marché conclu pour une année, renouvelable trois fois à la date d'anniversaire dans la limite de 4 ans. Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours : Tribunal Administratif de la Guadeloupe, 34, chemin des bougainvilliers Cité Guillard 97100, Basse Terre, GP, Téléphone : (+33) 5 90 38 49 00, Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr, télécopieur : (+33) 5 90 81 96 70, Adresse internet : guadeloupe.tribunal-administratif.fr

Date d'envoi du présent avis : 14 novembre 2023

Le président du Conseil Régional
Ary CHALUS

Une annonce
légale à
publier en
Guadeloupe ?

Simple Facile

Paiement
sécurisé

Abonnez-vous

en ligne

Votre

attestation
dans votre
boîte mail

www.leprobant.fr

Notre mail :

24 H / 24

contact@leprobant.fr

7 Jours / 7

Notre téléphone

www.leprobant.fr

0590 22 24 39